

La lettre du Centre Asie Thaïlande : une révolution en marche ?

Charuwan Lowira-Lulin
Janvier 2014

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

Un gouvernement de plus en plus discrédité

Tout a commencé début novembre 2013, avec le vote par la majorité parlementaire d'une loi d'amnistie. Ce texte qui devait initialement concerner les seuls faits liés aux troubles politiques de 2009-10, a été modifié à la hâte pour couvrir une période beaucoup plus longue (8 ans) permettant d'englober des actes criminels déjà jugés ou en instance de l'être. Le principal bénéficiaire de cette extension d'amnistie aurait été Thaksin Shinawatra, l'ancien Premier ministre en exil à Dubai, condamné pour abus de pouvoir et multiples faits de corruptions. Finalement, après être passée à l'Assemblée et avoir suscité les réactions les plus vives dans la rue, le projet de loi sera rejeté par le Sénat, mais le mouvement de mécontentement ne devait plus s'inverser.

Le gouvernement et le parti au pouvoir Phuea Thai se sont ensuite mis dans l'illégalité en passant outre l'avis du Conseil Constitutionnel qui, suite à un recours de l'opposition, avait jugé la révision du mode de désignation des sénateurs contraire à la constitution, tant sur le fond que sur la forme. La majorité parlementaire (312 membres, y compris le Président de l'Assemblée) a en effet voté le passage à des mandats électifs renouvelables sans limitation (comme pour la Chambre basse), sur la base d'un texte falsifié, différent du projet de loi qui avait été étudié, débattu et révisé par les parlementaires. De plus, le débat a été escamoté du fait de l'empressement du président du Parlement à faire procéder au vote final. Le temps de parole de l'opposition a été ouvertement limité et les règles de procédures de vote n'ont pas été respectées.

Alors que l'opposition appelle au blocus de Bangkok à partir du 13 janvier prochain, ce texte propose une mise en perspective des tumultes politiques qui secouent la Thaïlande ces derniers mois.

Charuwan Lowira-Lulin, chercheur partenaire du Centre Asie, est spécialiste de la Thaïlande.



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.
Site Internet : ifri.org

Par ailleurs la modification, désormais votée, de l'article 190 de la constitution, qui autorise le gouvernement à passer des accords internationaux sans avoir à en informer le Parlement, constitue aux yeux de beaucoup de citoyens une véritable menace car elle permettrait au gouvernement en place (et à travers lui à Thaksin Shinawatra) de lancer de grands projets publics en échappant au contrôle du Parlement. Sur sa lancée, la majorité a voté une enveloppe de 2.200 milliards de baht (50 milliards d'euros) mise à disposition du Premier ministre, en dehors du budget de l'Etat et hors de contrôle de la Cour des Comptes, officiellement pour la mise en route de grands travaux (tels que des trains à grande vitesse), mais pour lesquels aucun projet précis n'est connu. Ces dispositions risquent également d'être annulées par le Conseil Constitutionnel car votées là aussi en dehors des règles de procédure.

Ces différentes initiatives font l'effet d'un véritable coup de force dans une ambiance tendue. Le Parlement a été transformé en un camp retranché défendu par la police depuis des mois, derrière des murs de béton et sous la protection d'une loi de sécurité nationale. Il s'agit aussi de chercher à étouffer les échecs de la politique économique, comme la désorganisation de la filière d'exportation du riz thaï, qui a montré l'ampleur de la corruption, impliquant aussi d'autres membres du clan Thaksin.

Enfin, la presse écrite et audiovisuelle, à quelques exceptions près, et sans être bâillonnée, a perdu de sa crédibilité en tant qu'instrument d'information et d'échanges. Elle n'a pas rendu compte des débats parlementaires ni des arguments de l'opposition, contrairement à ce qui a toujours prévalu. Alors que des mouvements de contestation majeurs se mettent en place depuis des semaines dans le pays, une grande partie de la population n'a pas eu connaissance des événements. Toutes les émissions un tant soit peu critiques ou évoquant des difficultés sociales, économiques ou environnementales ont été remplacées par des programmes de divertissement. Ce sont finalement les télévisions satellites, qui échappent au contrôle du gouvernement, et les réseaux sociaux qui ont permis la circulation des informations et l'organisation de la contestation, la population prenant conscience qu'elle était abusée par les autorités. Un certain nombre de Thaïlandais s'étonnent aussi de l'étonnante complaisance de la presse internationale à l'égard du gouvernement de Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin.

Montée de la contestation au-delà des clivages traditionnels

Partant d'une levée de boucliers contre la loi d'amnistie, le mouvement a rapidement pris de l'ampleur. Il revendique la formation d'un « Comité populaire pour le changement de la Thaïlande en vraie démocratie » sous une monarchie constitutionnelle (คณะกรรมการประชาชนเพื่อการเปลี่ยนแปลงประเทศไทยให้เป็นประชาธิปไตยที่สมบูรณ์อันมีพระมหากษัตริย์ทรงเป็นประมุข ปปส-) pour tenter de faire chuter ce gouvernement qu'il considère comme maintenant illégitime du fait de ses pratiques anticonstitutionnelles. Selon les articles 69 et 70 de la Constitution en effet, le peuple souverain a le devoir de protéger la constitution.

L'émergence de cette lame de fond est le fruit d'un sentiment diffus dans tout le corps social de la nécessité impérieuse de changement, et de la prise de conscience que le « système Thaksin » est l'aboutissement de la pire des dérives. Le pouvoir politique incarne une régression majeure des valeurs démocratiques et orchestre une entreprise de corruption englobant les différentes administrations.

En un mois a émergé un nouveau leader populaire charismatique et flamboyant : Suthep Thaugsuban, ancien secrétaire général du Parti démocrate, ancien vice Premier ministre d'Abhisit Vejjajiva (2009-2011), qui a démissionné de son poste de député en signe de protestation contre l'adoption de la loi d'amnistie générale (et aussi pour ne pas gêner le parti en cas de poursuite). Tribun originaire du sud, il a déjà croisé le fer en 1997 avec Thaksin en dénonçant les spéculations de ce dernier sur le baht. Suthep tente de lever certaines réticences sur sa personne, propulsé par son éloquence qui touche aussi les gens simples. Il est la personne phare du mouvement qui rassemble et fédère déjà de nombreux groupes issus de la société civile qui se relaient pour manifester depuis quelques mois autour du parlement. Même s'il apparaît comme le leader unique de l'opposition, Suthep n'est pas isolé. Autour de lui sont présents des groupes puissants très engagés dans des idées de réforme y compris sociale, comme l'Association des hommes et femmes d'affaires pour la démocratie (ชมรมนักธุรกิจเพื่อประชาธิปไตย), le réseau des étudiants et du peuple pour la réforme (เครือข่ายนักศึกษาประชาชนปฏิรูปประเทศไทย -คปท.), l'Organisation anti-corruption de Thaïlande (องค์กรต่อต้านคอร์รัปชัน -ประเทศไทย), l'équivalent de l'ordre des avocats, les grands syndicats (eau, électricité, poste, compagnie aérienne nationale etc.), la plupart des universités, une multitude d'associations, et enfin la mobilisation en masse des médecins et des personnels de santé du système public.

Armée de sifflets et de rubans bleu-blanc-rouge du drapeau national, exigeant la réforme de la société, cette marée montante n'est pas le témoin d'une fracture entre « l'élite » de la ville et les paysans des campagnes, ni entre les riches et les pauvres, ou bien même entre les chemises jaunes et les chemises rouges comme on a coutume de le dire. La classe moyenne éduquée, qui a pris conscience de ce qui se trame à la tête de l'Etat et a été la première à se soulever s'est vu rejointe par des acteurs économiques comme la Chambre de Commerce et d'Industrie qui ont alerté la société sur les pratiques du clan Thaksin.

Depuis son accession au pouvoir, le Parti Phuea Thai s'est surtout préoccupé de la vie politique et d'assurer son emprise sur les rouages de l'administration. Aussi une partie de ses plus fidèles soutiens se sent-elle de plus en plus abandonnée. A l'exception du sud de la Thaïlande, traditionnellement démocrate, la base électorale du parti Phuea Thai est le milieu rural du Nord et Nord-Est et la classe ouvrière. Or, paradoxalement, en un peu plus de 2 ans, c'est cette base électorale qui a eu le plus à souffrir des politiques mises en œuvre par le gouvernement. Ainsi l'annonce d'une hausse du salaire minimum journalier à 300 bahts a induit une augmentation des prix et la fermeture de petites entreprises, frappant en priorité les plus modestes. D'autre part, nombre de manifestants ayant participé aux heurts violents de 2010 ont été condamnés à de lourdes peines de prison ferme (pouvant aller jusqu'à 20 ans) avec le sentiment d'avoir été lâchés par le parti, d'autant qu'ils ont avoué avoir été encouragés dans leurs actions par des promesses de récompenses financières faramineuses. A l'inverse, les meneurs qui les ont poussés à agir, protégés par leur mandat électif, n'ont pas été inquiétés. Les condamnés ont constaté avec amertume l'annulation de la loi d'amnistie par le conseil constitutionnel, suite à l'ajout de la disposition concernant Thaksin pour des accusations ou des faits pourtant sans rapport. Dans les mêmes événements, d'autres ont été condamnés en vertu de l'article 112 (crime de lèse-majesté) : après avoir été instrumentalisés pour dénigrer le Roi (sous la forme de rumeurs), ils ont été abandonnés à leur sort.

Enfin, plus récemment avec le programme d'achat de riz par le gouvernement, les paysans ont constaté l'ampleur des corruptions, y compris de la part des fonctionnaires. Les prix annoncés par les autorités, à grand renfort de publicité, ont été dans les faits bien loin de ce que les paysans ont reçu. Certains ont vendu leur production et attendent toujours d'être payés, la défaillance financière du gouvernement (pour trois milliards d'euros) à l'égard des paysans a ébranlé leur confiance. Aussi, dans des zones considérées précédemment comme « rouges », comme dans la province Pathumthani, des paysans ont-ils rejoint le cortège des Comités du Peuple. Le mouvement des Chemises Rouges qui a porté Yingluck Shinawatra au pouvoir en 2011 s'est désagrégé. Il ne reste que le noyau dur qui véhicule un discours idéologique trompeur. Un grand nombre des Chemises Rouges montant sur Bangkok sont en fait des journalistes payés, recrutés dans les villages pour quelques jours.

Face aux manifestations sans précédent, l'une ayant rassemblé selon les manifestants plus d'un million de personnes fin novembre, le pouvoir a semblé ne pas être ébranlé. Toutefois un mandat d'arrêt pour rébellion a été lancé contre Suthep. Thaksin, qui pensait enfin rentrer en Thaïlande amnistié, est sans doute allé trop loin. Son seul salut est que le gouvernement de sa sœur tienne coûte que coûte.

C'est la police, soutien indéfectible, qui lui a permis jusqu'à présent de se maintenir, en intervenant comme instrument du parti Phuea Thai. Thaksin, ancien officier de police, a placé dans un grand nombre de postes clés des administrations et des directions d'entreprises des hommes issus de ce corps. Un sentiment de défiance envers la police s'est installé dans la population, qui n'accepte pas de la voir s'impliquer dans la vie politique, dans des provocations violentes et des actes illégaux (tentatives d'enlèvement, circulation de véhicules de police sans plaques d'immatriculation), alors que le mouvement de désobéissance civile n'a pas donné lieu à des débordements significatifs. Après avoir accusé à maintes reprises les manifestants de faits graves, le chef de la police nationale a finalement admis l'implication de ses subordonnés.

Dans cette lutte, l'Armée n'affiche pas ouvertement sa position, car elle a été également mise en cause dans les événements violents de 2010. Pour l'instant elle est protégée de la mainmise de Thaksin par le décret de défense de 2008. Mais l'information concernant la tentative de corrompre les « commandants en chef » par l'offre de postes et prébendes après leur retraite, a largement circulé sur les réseaux sociaux, sous la forme d'une conversation enregistrée à leur insu entre Thaksin et Yuthasak Sasiprapa, l'ancien ministre de la défense. L'Armée semble pour l'instant en retrait, elle a suppléé ponctuellement aux défaillances de la police, comme lors de l'attaque de l'Université Ramkhamhaeng par les Chemises Rouges, et a joué le rôle de médiateur entre Yingluck et Suthep lors d'une rencontre non fructueuse. Un éventuel coup d'Etat militaire servirait les intérêts de Thaksin vis-à-vis de l'opinion internationale, et le mettrait de nouveau dans une position de victime. A l'inverse un tel coup pourrait détruire la « légitimité » des contestations pacifiques d'une large partie de la population. Cependant les protestataires voient l'Armée comme garante de leur protection en cas de répressions violentes par la police ou par l'intermédiaire de Chemises Rouges. Mais ils ne cessent de faire pression afin que l'Armée choisisse clairement de rester avec « le peuple ».

Vers un gouvernement révolutionnaire ?

Le Comité du Peuple a choisi le 9 décembre 2013, journée internationale de lutte contre la corruption, comme jour J pour tenter de faire plier le gouvernement. Malgré le nombre impressionnant de manifestants dans les rues de Bangkok et autour du siège du gouvernement (plus de 5 millions selon la BBC, 150 000 selon la police), Yingluck a répondu par la dissolution du Parlement et a fixé de nouvelles élections le 2 février 2014, espérant garder entre temps le pouvoir, et peut être y revenir ensuite. La dissolution a été annoncée dans une déclaration télévisée, avant même que le Roi en soit informé officiellement et qu'il en signe le décret, comme le prévoit la Constitution. La confiance de la population dans le gouvernement est durablement ébranlée. Le peuple souverain souhaite avant tout que le gouvernement parte et le laisse organiser un parlement du peuple pour réformer le pays avant de nouvelles élections qui pourraient se tenir d'ici 6 mois à 1 an.

Les contestataires estiment aujourd'hui que la démocratie est une illusion, que le gouvernement est instrumentalisé à partir de Dubai, qu'il n'existe pas de transparence de son action et que les preuves de corruption de toute nature ne cessent de s'accumuler. L'absence de lieu de débat aggrave encore cette impression : Yingluck ne s'étant quasiment jamais présentée à l'Assemblée Nationale et la presse ne jouant plus son rôle. La crise de confiance dans les élus est plus aigüe que jamais.

Chacun campe sur ses positions et accuse le parti adverse de rébellion, par ailleurs, les manifestations ne faiblissent pas. Les élections pourront difficilement se tenir aux dates prévues en raison de nombreux obstacles : empêchement de dépôt de candidature par les manifestants (aucune candidature déposée dans plusieurs provinces du sud), non-participation du parti Démocrate. Le risque est grand qu'une nouvelle Assemblée ne puisse se constituer si moins de 95 % des postes de députés ne sont pourvus.

Même si la position du clan Thaksin est considérablement affaiblie, la résistance n'est pas à sous-estimer du fait de l'emprise que Thaksin exerce depuis plus de 2 ans sur tous les rouages de l'administration et de la société, mais aussi de sa ténacité. Il n'est pas sûr non plus que Thaksin abandonne le pays qu'il considérait quasiment à sa merci, et qu'il a presque changé en « Republic of Thaksin » (Bloomberg). La résistance vient aussi des administrations civile, policière et militaire, qui voient dans des réformes une possibilité d'atteinte de leur statut. Mais l'exaspération est telle que l'appel de Suthep pour une nouvelle manifestation de grande ampleur devrait trouver un écho positif dans la population, même s'il est permis de s'interroger sur le plan, encore très flou, de Suthep. Les militaires, jusque-là sur la réserve, ont déclaré soutenir la tenue d'élections selon le calendrier prévu le 2 février 2014, ce qui n'a fait qu'augmenter la détermination du mouvement de contestation : à partir du 13 janvier un blocage complet, illimité de Bangkok est annoncé, qui devrait déboucher sur la création d'un gouvernement et d'une assemblée. Indiscutablement la Thaïlande entre dans une période de turbulences qu'on pourrait probablement qualifier de pré-révolutionnaire.

9 janvier 2014